

CHAMBRE DE COMMERCE
FRANCO-ARABE

Newsletter

Franco-Arabe

LA LETTRE MENSUELLE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 73 > Mars 2013

► Bilan 2012 du commerce extérieur de la France

La France conserve sa place de 5^{ème} exportateur mondial

Aéronautique, agriculture, produits pharmaceutiques et produits de luxe : les quatre piliers du commerce extérieur français

SOMMAIRE

- **Bilan 2012 du commerce extérieur de la France**
p1-4
- **Les échanges avec les pays arabes**
p5-7
- **Coopération Franco-Arabe**
p8-10
- **Appels d'offres**
p11
- **Foires & Salons**
p12
- **Monde Arabe**
p13-14
- **Une délégation de Sharjah à la CCFA**
p15-16



Malgré l'alourdissement de la facture énergétique, la France a réduit en 2012 son déficit commercial de 6,8 milliards d'euros qui passe ainsi de -74,0 Mds euros en 2011 à -64,2 Mds.

Si les livraisons aéronautiques atteignent un niveau record et les ventes pharmaceutiques reprennent, les ventes automobiles et les produits agricoles marquent le pas et les produits intermédiaires décelèrent. Dans le même temps les importations françaises progressent plus faiblement, en raison du recul des achats automobiles, de produits métallurgiques et de machines et équipements.

Avec les pays arabes, les échanges de la France ont fortement progressé, elles passent de 51,5 Md€ en 2011 à 54,6 Md€ soit une augmentation de 6,02%.

Le ralentissement de l'économie mondiale, dont les frémissements ont commencé à se faire sentir en 2011, s'est poursuivi en 2012 entraînant dans son sillage le ralentissement du commerce international et les échanges entre les pays. Au final, sur l'ensemble de l'année 2012, le commerce mondial a enregistré une croissance deux fois moindre de ce qu'il a connu une année auparavant passant

ainsi de +6% en 2011 à + 2,3% en 2012.

Aux Etats-Unis, où la consommation des ménages et les dépenses d'équipements des entreprises ont à peine contrebalancé les efforts de consolidation budgétaire de l'Administration centrale, la première économie du monde a difficilement atteint la croissance de 2% de son PIB.

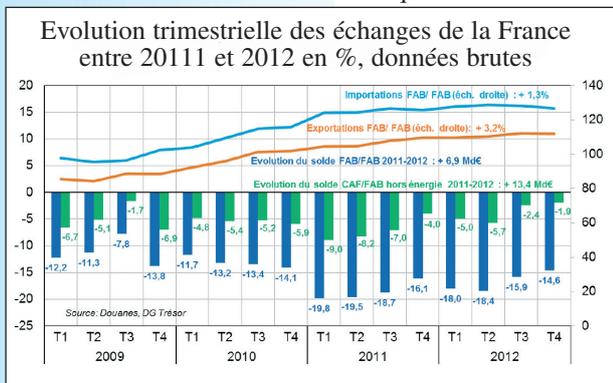
Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

A noter sur vos agendas

la CCFA organise, à l'Institut du monde arabe - Salle du haut-conseil - le vendredi 24 mai prochain de 8h30 à 13h, un colloque sur « les enjeux économiques dans le monde arabe en transition » en présence notamment de Jack LANG, Président de l'IMA

Au Japon, troisième puissance économique mondiale, la situation n'était guère meilleure et l'impact de la triple catastrophe qui a secoué le pays en mars 2011; séisme, tsunami et accident nucléaire, a visiblement marqué l'économie de l'Archipel. Et Même si

la croissance a pu atteindre finalement les 2 %, on observait toutefois un ralentissement lié à l'expiration des plans de reconstruction, ainsi qu'à l'appréciation de la monnaie japonaise et aux tensions géopolitiques avec la Chine.



Les exportations progressent

Sur l'ensemble de l'année 2012, les exportations, loin d'atteindre le taux de croissance de +8,4% de 2011, progressent toutefois de +3,2% atteignant ainsi 441 667 Mds€. Cette contre-performance est due essentiellement à la baisse des exportations de l'industrie automobile, des machines industrielles, des produits métallurgiques ainsi que de la décélération des ventes des produits agricoles. En revanche, les exportations correspondant aux points forts de la spécialisation française sont restées très dynamiques. Les livraisons aéronautiques atteignent un niveau record et les ventes pharmaceutiques reprennent. Celles des boissons et de certains produits de l'industrie du luxe, notamment sacs à main et bijoux, sont restés bien orientés.

Les importations ralentissent

Quand aux importations, qui ont atteint 508 815 milliards d'euros, elles enregistrent une petite progression de 1,3% après les +12,3% réalisés en 2011. Fait remarquable, la hausse des approvisionnements énergétiques est beaucoup plus contenue qu'en 2011 alors que la croissance des achats hors énergie est presque nulle (+0,1 %, après +8,2 %). Les reculs les plus prononcés dans les importations concernent essentiellement l'automobile, les biens intermédiaires (produits métallurgiques notamment), l'informatique et l'électronique. A l'opposé, la croissance des importations aéronautiques et pharmaceutiques témoigne de l'accélération des échanges intragroupes au niveau européen et même mondial.

LES EXPORTATIONS :

Aéronautiques, agroalimentaire, produits pharmaceutiques et produits de luxe : les quatre piliers des exportations françaises.

Avec Airbus, Ariane, Dassault et les autres... le secteur aéronautique et l'industrie de l'espace démontrent une fois de plus leur dynamisme et leur potentiel de rebond. Après une année 2011 en demi-teinte, ce secteur qui constitue un des points forts de la spécialisation française accuse une forte progression en 2012 enregistrant une croissance de +18,3 %, après +0,6% une année auparavant. C'est l'Allemagne, la Russie et l'Asie, qui constituent les plus gros clients de cette industrie française qui a dégagé un excédent commercial record à +20,3 milliards (après +17,2 milliards en 2011).

Les ventes des produits agricoles et agroalimentaires ne sont pas du reste. Ils progressent de 2,3 % en 2012 et enregistrent un surplus commercial atteignant +11,5 milliards (après +11,4 milliards en 2011), soit le deuxième

Quand aux pays émergents, au premier rang desquels la Chine, l'Inde ou le Brésil, l'activité bien qu'elle soit restée soutenue, elle a subi les effets du resserrement des conditions monétaires passées et l'atonie des demandes en provenance des économies avancées. C'est ainsi que l'économie chinoise a connu sa plus faible croissance depuis 13 ans avec 7,8%, l'Inde 5,5% après 6,5% une année auparavant et le Brésil a vu sa croissance ralentir de 2,7% en 2011 à 1,5% en 2012.

Dans ce climat de dégradation généralisée, la situation de l'économie des pays du vieux continent est apparue préoccupante et tout particulièrement celle des pays de la zone euro. En effet, si la croissance en Allemagne et dans certains pays nordiques, a réussi à se maintenir, difficilement, dans la zone verte, d'autres sont entrés carrément en récession, c'est le cas notamment de l'Espagne et de l'Italie. La France, de son côté, a vu ses prévisions de croissance tout au long de l'année révisées à la baisse pour enregistrer finalement une croissance nulle, alors que le Royaume-Uni qui a pâti d'une demande en berne en provenance de ses partenaires commerciaux européens, ne fait pas mieux, sa croissance a stagné, terminant l'année 2012 autour de 0%.

La France conserve sa place de 5^{ème} exportateur mondial

Pour autant, dans ces conditions moroses du commerce international et de compétitivité accrue entre les pays, la France a su maintenir sa place et préserver sa position de cinquième exportateur mondial de marchandises. Ainsi selon le Fonds monétaire international, la part de marché mondial en valeur de la France s'établirait à 3,1% en 2012. Mesurée en volume, c'est-à-dire hors variation des prix des biens et services échangés, la part de marché française évolue aux alentours de 6,3%.

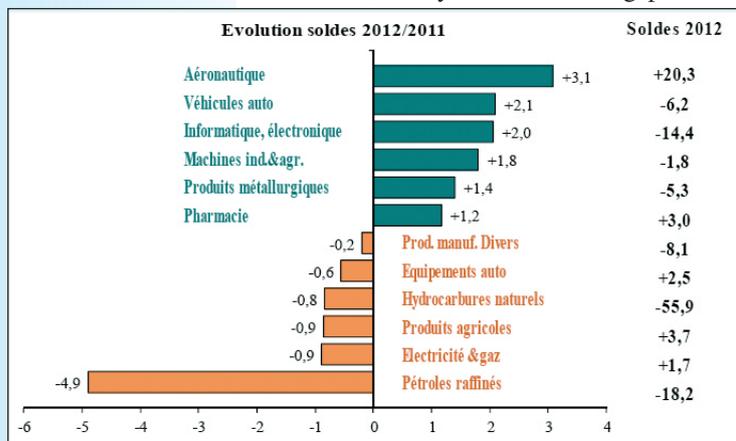
FOCUS

La compétitivité-coût et la compétitivité-prix de la France s'améliorent en 2012

Par rapport à ses partenaires de l'OCDE, la compétitivité-prix et la compétitivité-coût de la France s'améliorent au cours de l'année 2012 de respectivement 2,1 % et 2,7 % (cf. gr. 1). Cette amélioration est due principalement aux mouvements du change : le taux de change effectif nominal de la France s'est en effet déprécié de 2,8 % en 2012 après s'être très légèrement apprécié de 0,1 % en 2011 (cf. gr. 2). La moindre amélioration de la compétitivité-prix par rapport à la compétitivité-coût provient d'un moindre effort de marge des exportateurs français que leurs concurrents. Enfin, par rapport à ses principaux partenaires de la zone euro, la compétitivité-prix de la France reste quasiment inchangée en 2012.



excédent après celui de l'aéronautique. Les ventes de produits de terroir (cognac, champagne, vins, et fromage AOC) sont restés très dynamiques (+9,0 %) en particulier vers les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Singapour.



Viennent ensuite les produits liés à la santé qui, après un fléchissement en 2011, reprennent vigoureusement en 2012. Les produits pharmaceutiques, qui en représentent l'essentiel de ce secteur se redressent vivement (+13,1 %, après -6,6 %), surtout vers la Belgique, l'Allemagne et les Etats-Unis. L'excédent pharmaceutique s'améliore ainsi pour atteindre +3,0 milliards. Ce niveau reste néanmoins un peu en deçà de la moyenne observée sur la période 2003-2010 (+4 milliards). Les ventes d'équipements électro médicaux de diagnostic et de traitement progressent aussi de 7% enregistrant ainsi une forte reprise. Par contre, la croissance des exportations d'instruments à usage médical, optique et dentaire manque de tonicité (+0,5%), si bien que leur déficit reste stable à -1,8 milliard.

Enfin les exportations de produits liés à l'industrie du luxe et aux produits cosmétiques sont restées bien orientées en 2012. Si les ventes de parfums et cosmétiques progressent à un rythme moins élevé qu'en 2011 (+2,2%, après +9,1 %), elles permettent néanmoins de consolider l'excédent à +8,5 milliards (après +8,4 milliards). Par ailleurs, la croissance des exportations de sacs à main et d'articles de bagage reste ferme (+12,6%), comme celle des bijoux (+21,8%).

Faiblesse de l'industrie automobile, des produits métallurgiques et des machines agricoles

En 2012, l'industrie automobile marque le pas et ses exportations fléchissent à 5,1% après 6,2% en 2011. Ce résultat était toutefois quelque peu prévisible du fait de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages dans les pays de l'Union Européenne qui absorbe les trois quarts des exportations automobiles. Ce repli a

touché aussi les pays d'Europe hors UE et l'Amérique après deux années de forte croissance. Par ailleurs, les exportations de biens intermédiaires marquent le pas. Les ventes de produits métallurgiques et métalliques chutent, notamment vers les pays européens et les ventes de machines industrielles et agricoles décèlent également.

Plus préoccupant, le recul des ventes des produits agricoles bruts et notamment des céréales dont les volumes exportés chutent vers l'Afrique du Nord, l'Italie et l'Allemagne. Les exportations de papier et carton et de caoutchouc et plastique sont aussi en retrait, tandis que celles de la chimie ralentissent. Quant aux exportations de produits transformés, leur croissance ralentit, en particulier pour les produits à base de viande et les produits laitiers.

LES IMPORTATIONS :

Net recul des importations automobiles, produits métallurgiques et métalliques, produits informatiques et électroniques, textiles et habillement

Après une année 2011 marquée par la forte progression des importations qui ont connu une progression de +12,3%, l'année 2012 a marqué le pas, freinant les importations qui n'affichent qu'une progression de 1,3%.

C'est ainsi que l'importation des véhicules automobiles reculent fortement (-9,7 %, après +9,4 %), notamment depuis l'Allemagne et l'Espagne. En revanche, ceux en provenance du Maroc s'intensifient, suite à l'augmentation de la capacité de production d'un constructeur français à Tanger. Au final, cette chute des importations conduit à une réduction du déficit des véhicules automobiles, qui revient à -6,2 milliards (après -8,3 milliards en 2011). Les importations d'équipements automobiles se contractent également (-2,4 %, après +8,3%), comme les achats de biens intermédiaires. C'est notamment le cas des importations de produits métallurgiques et métalliques (-6,5 %), dont le déficit revient à -5,3 milliards (après -6,6 milliards en 2011). Pour leur part, les importations de machines et équipements d'usage général fléchissent, en provenance d'Allemagne principalement, en lien avec la faiblesse des investissements des entreprises.

De même, celles de produits informatiques et électroniques se tassent, à l'exception des téléphones, dont la croissance des achats est très vive, notamment depuis l'Asie. Au total, le déficit en produits informatiques et électroniques se réduit à -14,4 milliards (après -16,4 milliards en 2011). Enfin, les achats de textiles et habillement refluent, particulièrement ceux

Visitez le site
de la **Chambre
de commerce
franco-arabe**
www.ccf Franco-Arabe.org

Chambre
de commerce
Franco-Arabe



Votre partenaire
économique &
commercial

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

en provenance de Chine et d'Inde, entraînant par là même un allègement du déficit, qui revient à -11,4 milliards (après -12,4 milliards).

Concernant les importations de produits des IAA, leur croissance est modérée sur l'ensemble de l'année (+3,4 %, après +11,0 %), malgré un rebond au dernier trimestre. Les achats de produits agricoles augmentent faiblement, à l'exception de ceux en provenance d'Espagne (fruits et légumes) et du Brésil (fèves de soja), qui affichent une croissance soutenue.

En revanche, les achats aéronautiques accélèrent (+18,6%, après +4,4%), surtout auprès de l'Allemagne, dans le cadre de la fabrication coordonnée d'airbus, et auprès des Etats-Unis (pièces d'avions essentiellement). De même, les achats pharmaceutiques connaissent une croissance vigoureuse (+9,2%, après +2,0%), portée notamment par le développement des échanges intragroupes des firmes multinationales implantées en France.

pièces aéronautiques, de produits pétroliers raffinés et de la pharmacie.

Concernant les importations françaises en provenance de l'Asie, on assiste à un net fléchissement, pour la deuxième année consécutive (+2,0%, après +11,1%), du fait du net ralentissement des importations de Chine, et de la baisse des achats à l'Inde et au Japon. En revanche, les importations sont restées dynamiques depuis la Corée du Sud et le Vietnam. La décélération des importations depuis la Chine, deuxième fournisseur de la France après l'Allemagne, résulte notamment du repli des importations de produits informatiques et électroniques (composants), premier poste à l'importation, et de l'habillage, autre point fort de la spécialisation chinoise. Au final, le déficit bilatéral vis-à-vis de la Chine, premier déficit de la France, se réduit à -26,5 milliards, après -27,8 milliards en 2011.

FOCUS

HAUSSE DE LA FACTURE ENERGETIQUE EN 2012

En 2012, les importations de produits énergétiques en France ont augmenté de 6 % en valeur par rapport à 2011 pour s'établir à 92,5 Md€. Parallèlement, les exportations ont baissé de 0,7 % pour atteindre 24,6 Md€. Par conséquent, la facture énergétique s'est alourdie de 5,4 Md€ en 2012 par rapport à 2011, pour s'établir à 67,8 Md€ (après 62,4 Md€ en 2011).

Au sein du secteur de l'énergie, les échanges d'hydrocarbures naturels, dont le déficit a légèrement augmenté en 2012 (+2 %, à -50 Md€) expliquent les trois-quarts de la facture énergétique de la France, devant les produits pétroliers raffinés (+34%, -18 Md€).

La hausse de 8 % des importations de gaz naturel en valeur (18 % du total) a été compensée par la baisse (-4 %) de celles de pétrole brut (39% du total), liée à un recul des volumes de pétrole brut importés de 12 % sur la même période. A noter que la valeur des importations de pétrole brut (36,3 Md€ en 2012) a pesé pour 63 % dans les importations totales d'hydrocarbures naturels.

A l'inverse, le secteur de l'électricité et du gaz, et celui des déchets industriels ont dégagé des excédents commerciaux (respectivement 1,8 Md€ et 3,3 Md€).

LES ECHANGES AVEC LES PAYS

Amérique et Asie, les deux moteurs de la croissance française

Pour la troisième année consécutive, l'Amérique et l'Asie ont été le principal moteur de la croissance des exportations françaises en 2012. En Asie où les ventes françaises progressent de 13,1% et les importations fléchissent à 2% le déficit commercial de la France fait un gain important de 4,9 Md€ et se trouve ramener à -25,2 Md€. C'est aussi le cas avec le continent américain où les exportations françaises progressent de 12,5%. Mais malgré cette forte progression, le déficit commercial de la France avec cette dernière zone s'est accru de -4,9 Md€ après -4,0 Md€ en 2011, en raison de la croissance des importations en provenance des Etats-Unis qui progressent de +12,7% et deviennent ainsi le 5ème fournisseur de la France en dépassant l'Espagne. Des importations soutenues par les acquisitions de

Ralentissement des échanges avec l'UE, l'Afrique et le Moyen-Orient

En direction de l'Union européenne, les exportations françaises s'essoufflent en 2012 et ne progressent que de +0,3% après +7,2% en 2011. Ce recul est dû essentiellement à l'entrée en récession de l'Espagne et de l'Italie, deux gros partenaires de la France, mais aussi à un contexte d'échanges atones avec l'Allemagne. Ce ralentissement est aussi valable pour les importations françaises en provenance de l'UE (+1,4 %, après +8,9%). Les importations décélèrent particulièrement depuis l'Allemagne (+2,9%, après +8,7%), premier fournisseur de la France, ainsi que depuis la Belgique et l'Italie.

Concernant le continent africain les ventes françaises stagnent (+0,0%, après +6,0%), en raison notamment d'un recul des exportations aéronautiques vers l'Afrique du Sud et l'Egypte, ainsi que des ventes agricoles vers l'Algérie et le Maroc, après les hauts niveaux atteints en 2011. Quant aux importations en provenance de ce continent, la reprise des approvisionnements énergétiques auprès de la Libye (quatrième fournisseur de pétrole brut de la France après la Russie, l'Arabie saoudite et le Kazakhstan) explique en grande partie le dynamisme des achats depuis l'Afrique (+7,4%, après +13,2%), alors qu'ils baissent depuis l'Algérie, le Nigeria et l'Angola. Hors énergie, les importations ralentissent depuis le Maroc, malgré la hausse des importations de véhicules automobiles depuis ce pays.

Deux facteurs expliquent la hausse de la facture énergétique en 2012

La dépréciation de la monnaie européenne et la hausse des cours des prix au niveau mondial. En effet, le prix du baril de Brent en dollar s'est stabilisé en 2012 à un niveau élevé (111,8\$ en moyenne annuelle), progressant de 0,7 % par rapport à 2011, après +38,4 % en 2011.

De son côté la monnaie européenne s'est dépréciée en moyenne de 7,6% en 2012. En euro, compte-tenu de la dépréciation de la monnaie européenne (-7,6% en moyenne annuelle), le cours du baril de Brent a progressé de 9 % par rapport à 2011. Le prix moyen du baril en euro est ainsi passé de 79,6€ à 86,8€ en 2012.

A noter sur vos agendas

la CCFA organise, à l'Institut du monde arabe - Salle du haut-conseil - le vendredi 24 mai prochain de 8h30 à 13h, un colloque sur « les enjeux économiques dans le monde arabe en transition » en présence notamment de Jack LANG, Président de l'IMA

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS ARABES EN 2012



LES ÉCHANGES AVEC LE MAGHREB

Concernant les pays du Maghreb, les échanges de la France avec le Maroc ont reculé de 2,29% passant de 7,4 Md€ en 2011 à 7,2 Md€ en 2012 avec toutefois un solde positif pour la France de 765,566 millions d'euros. Si les importations de la France en provenance du royaume ont continué à progresser (+3,74%) les exportations vers le Maroc ont sensiblement diminué (-6,69%). Cette baisse est due notamment à une chute de -40,5 % des exportations des céréales et une baisse de -10,2% des exportations de véhicules. Par contre les exportations vers le royaume des avions et matériel ferroviaire ont enregistré des fortes hausses de respectivement (+51%) et (+366%). Quant aux échanges de la France avec l'Algérie, malgré un fort solde positif de presque 2,2 Md€ en faveur de la France, elles n'ont enregistré qu'une faible progression de 1,16% en 2012. Les importations de la France en provenance de l'Algérie ont chuté de (-10,83%) alors que les exportations sont restées dynamiques enregistrant une progression de (+10,29%). La baisse des importations est sensible pour le gaz naturel et le gaz liquéfié et le pétrole brut qui reculent respectivement de (-3,43%) et de (-24,9%) alors que l'importation de gaz industriel, des engrais azotés, des pro-

Les échanges entre la France et les pays arabes ont fortement progressé en 2012 passant de 51,5 Md€ en 2011 à 54,6 Md€ soit une augmentation de 6,02%.

Ces échanges qui ont sensiblement progressé avec les pays du Maghreb (+8,06%) et les pays du CCG (+8,93%), ont fortement reculé avec les pays tiers comme l'Égypte (-4,59%), le Soudan (-8,11%), la Syrie (-78,57%), la Jordanie (-19,61%), ou le Yémen (-45,85%).

duits du raffinage et des minéraux chimiques augmentent respectivement de (+21,2%), (+7,5%), (+51,3%) et (+155,1%). Quand aux exportations françaises vers l'Algérie, on note la forte progression des exportations de véhicules (+61%), des produits pharmaceutiques (+15%), des ordinateurs et équipements périphériques (+7,1%), des produits sidérurgiques (+237%), des équipements de communication (+44,6%), et enfin des parfums et produits de toilette (+19,1%). Toutefois les exportations des céréales vers Algérie ont sensiblement baissé de (-44,7%).

En ce qui concerne la Tunisie, les échanges ont reculé de (-3,44%) sous l'effet d'un net recul des importations françaises en provenance de la Tunisie qui chutent de (-6,58%) et des exportations françaises qui stagnent à (0,07%). En valeur, les échanges entre la France et la Tunisie ont atteint 7,3 Md€ en 2012 après 7,6 Md€ une année auparavant. La baisse des importations est remarquée dans les vêtements

de dessous (-8,7%), les vêtements (-3,5%), les produits électroniques de grand public (-13,7%), les équipements de communications (-30,3%), alors que les importations des articles de textiles confectionnés augmentent de (+2,4%), des instruments et appareils de mesure de (28,6%), des engrais et composés azotés de (+52,6%), des composants électroniques de (+19%).

Les échanges de la France ont sensiblement progressé avec les pays du Maghreb (+8,06%) et les pays du CCG (+8,93%) et ont fortement reculé avec les pays tiers

LES ÉCHANGES AVEC LES PAYS DU GOLFE

Les échanges de la France avec les pays du Golfe ont fortement progressé en 2012, passant de 15,9 Md€ à 17,3 Md€ soit une progression de +8,93%. Les importations de la France en provenance de ces pays ont progressé de

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

A noter sur
vos agendas

la CCFA organise, à l'Institut du monde arabe - Salle du haut-conseil -
le vendredi 24 mai prochain de 8h30 à 13h, un colloque sur
« les enjeux économiques dans le monde arabe en transition »
en présence notamment de Jack LANG, Président de l'IMA

14,6% alors que les exportations n'ont augmenté que de 3,9% seulement. Plus en détail, les importations de la France en provenance de l'Arabie saoudite ont augmenté de (+21,06%), du Koweït (+333,08%), de

(-22,81%). Même constat pour les exportations vers les Emirats Arabes Unis où l'on constate une hausse pour les parfums et produits pour la toilette (+13,6%), les équipements de communication (+138,4%), les véhicules automobiles (+19,4%), les produits laitiers et fromages (+50,66%), les viandes de volailles (+66,87%), alors que les exportations baissent pour les aéronefs et les engins spatiaux (-48,64%) et les produits pharmaceutiques font du surplace avec (-0,22%).



Bahreïn (+361,7%), alors qu'elles ont chuté de (-41,4%) en provenance du Qatar, (-6,4%) des Emirats arabes Unis et (-60%) d'Oman. Dans le même temps les exportations françaises vers l'Arabie saoudite ont progressé de (+2,27%), le Koweït (+17,6%), Bahreïn (+159%), Qatar (+3,07%), alors qu'elles ont chuté de (-3,5%) vers les Emirats Arabes Unis et (-14,7%) vers Oman.

Concernant les produits, on constate une nette baisse des exportations des produits pharmaceutiques (-10,3%), des aéronefs (-57,5%) et une stagnation des exportations des véhicules (+0,84%) vers l'Arabie Saoudite alors que les exportations des céréales augmentent de (759%), des parfums et produits pour la toilette de (+16,8%), des équipements de communication de (+90,5%) et des machines pour l'industrie agroalimentaire de (+429%).

Vers le Koweït les exportations françaises ont surtout progressé pour les parfums et produits pour la toilette (+20,0%), des produits laitiers (+57,9%), des véhicules automobiles de (+69,7%), alors qu'elles ont chuté de (-22,4%) pour les produits pharmaceutiques. Vers le Bahreïn, les exportations d'aéronefs et engins spatiaux ont progressé de (+324,8%), les parfums et produits pour la toilette (38,8%), les préparations pharmaceutiques (+30,1%), les véhicules automobiles (+81,9%), alors que les exportations de viandes et de viandes de volailles ont baissé de (-9,6%). Vers le Qatar les exportations françaises ont augmenté pour les aéronefs, les parfums et produits pour la toilette, les produits laitiers et fromages, les articles textiles confectionnés par contre ont sensiblement baissé, de même pour les moteurs, génératrices et transformateurs électriques (-21,9%) et les préparations pharmaceutiques

LES ÉCHANGES AVEC LES PAYS TIERS

Concernant les pays tiers ; l'Égypte, le Soudan, le Liban, la Syrie, l'Irak, la Jordanie, le Yémen et les territoires occupés, les échanges de la France avec ce groupe de pays ont fortement baissé passant de 7,7 Md€ en 2011 à 7,1Md€ en 2012 soit une baisse de -7,4%. Ainsi les échanges de la France avec l'Égypte ont baissé de (-4,59%), la Syrie (-78,57%), la Jordanie (-19,61%), et le Yémen (-45,85%). Par contre elles ont augmenté de (+21,28%) avec le Liban, (+55,04%) les territoires occupés et (+5,69%) avec les Îles Comores.

Les exportations françaises ont surtout baissé vers la Syrie (-56,56%), la Jordanie (-20,64%), le Yémen (-35,94%), l'Égypte (-6,56%) et le Soudan (-18,80%). Par ailleurs les importations de la France en provenance de l'Irak ont augmenté de (+20,89%), des territoires occupés (+40,81%), de la Jordanie (+20,84%) et du Soudan (+19,17%).

En ce qui concerne les produits, d'un pays à l'autre ont assisté parfois à une envolée des exportations ou à une forte chute. Ainsi, les préparations pharmaceutiques ont progressé de (+19,3%) vers l'Égypte mais baissé de (-12%) vers le Liban, (-9,11%) vers l'Irak et (-26%) vers la Jordanie. Même constatation pour les ventes des aéronefs et engins spatiaux qui se sont envolées vers le Liban et l'Irak et dramatiquement baissé vers l'Égypte et la Jordanie.

En ce qui concerne les exportations de véhicules automobiles, on assiste à une forte progression vers l'Égypte (+72,2%), le Liban (+10,7%), la Jordanie (+4,4%) alors qu'elles baissent de (-20,2%) vers l'Irak. Les produits de luxe résistent presque partout et enregistrent une progression vers l'Égypte (+32%), l'Irak (+25%), la Jordanie (+27%) mais baissent légèrement vers le Liban (-5,4%).

Les exportations françaises ont surtout baissé vers la Syrie (-56,56%), la Jordanie (-20,64%), le Yémen (-35,94%), l'Égypte (-6,56%) et le Soudan (-18,80%).

Visitez le site de la **Chambre de commerce franco-arabe**
www.ccf Franco-Arabe.org

Chambre de commerce Franco-Arabe



Votre partenaire économique & commercial

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

Lib Pays	VAL IMP 2011	VAL IMP 2012	% EVOL	VAL EXP 2011	VAL EXP 2012	% EVOL
	Maroc	3 144 653	3 262 298	3,74	4 316 481	4 027 864
Algérie	4 393 125	3 917 400	-10,83	5 766 615	6 360 013	10,29
Tunisie	4 026 321	3 761 361	-6,58	3 610 881	3 613 291	0,07
Libye	1 997 455	4 293 296	114,94	227 401	539 984	137,46
Mauritanie	193 891	110 886	-42,81	192 862	230 570	19,55
Sous-Total UMA	13 755 444	15 345 240	11,56	14 114 240	14 771 721	4,66
Arabie saoudite	4 551 450	5 510 329	21,07	3 144 611	3 216 252	2,28
Koweït	143 752	619 287	330,80	324 701	382 038	17,66
Bahreïn	91 470	422 388	361,78	233 572	606 302	159,58
Qatar	1 335 161	782 219	-41,41	751 871	774 966	3,07
Emirats arabes unis	1 240 172	1 159 907	-6,47	3 659 264	3 528 875	-3,56
Oman	73 385	28 986	-60,50	397 909	339 313	-14,73
Sous-Total CCG	7 435 390	8 523 116	14,63	8 511 928	8 847 746	3,95
Egypte	1 342 603	1 317 102	-1,90	1 840 611	1 719 945	-6,56
Soudan	36 388	43 362	19,17	92 894	75 433	-18,80
Djibouti	4 136	2 821	-31,80	65 585	64 934	-0,99
Comores	4 410	5 085	15,30	23 765	24 693	3,91
Liban	40 799	38 420	-5,83	1 126 411	1 377 127	22,26
Syrienne (république arabe)	382 724	19 085	-95,01	285 835	124 162	-56,56
Iraq	834 186	1 008 460	20,89	793 176	741 154	-6,56
Territoire palestinien occupé	1 945	2 739	40,81	6 448	10 273	59,34
Jordanie	11 002	13 295	20,84	433 820	344 284	-20,64
Yémen	62 331	1 841	-97,05	322 030	206 303	-35,94
Sous-Total Autres	2 720 524	2 452 209	-9,86	4 990 575	4 688 309	-6,06
Total Général	23 911 358	26 320 566	10,08	27 616 742	28 307 775	2,50
UMA/TOTAL	57,53	58,30		51,11	52,18	
CCG/TOTAL	31,10	32,38		30,82	31,26	
AUTRES	11,38	9,32		18,07	16,56	

Valeurs affichées en Milliers d'euros - Masses en kilo - Flux : Import Export
Période : Annuel 2011 - 2012 / Sources Douanes françaises

Lib Pays	VOLUME DES ECHANGES 2011	VOLUME DES ECHANGES 2012	% EVOL	SOLDE 2011	SOLDE 2012
Maroc	7 461 133	7 290 161	-2,29	1 171 828	765 566
Algérie	10 159 739	10 277 412	1,16	1 373 490	2 442 613
Tunisie	7 637 201	7 374 652	-3,44	-415 440	-148 070
Libye	2 224 856	4 833 280	117,24	-1 770 054	-3 753 312
Mauritanie	386 753	341 456	-11,71	-1 029	119 683
Sous-Total UMA	27 869 683	30 116 961	8,06	358 796	-573 519
Arabie saoudite	7 696 061	8 726 581	13,39	-1 406 839	-2 294 077
Koweït	468 453	1 001 325	113,75	180 949	-237 249
Bahreïn	325 042	1 028 690	216,48	142 102	183 914
Qatar	2 087 032	1 557 185	-25,39	-583 291	-7 253
Emirats arabes unis	4 899 436	4 688 782	-4,30	2 419 092	2 368 967
Oman	471 294	368 300	-21,85	324 524	310 327
Sous-Total CCG	15 947 318	17 370 862	8,93	1 076 538	324 629
Egypte	3 183 215	3 037 047	-4,59	498 008	402 843
Soudan	129 281	118 794	-8,11	56 506	32 071
Djibouti	69 721	67 755	-2,82	61 449	62 113
Comores	28 174	29 778	5,69	19 355	19 608
Liban	1 167 210	1 415 546	21,28	1 085 611	1 338 707
Syrienne (république arabe)	668 559	143 247	-78,57	-96 889	105 077
Iraq	1 627 362	1 749 615	7,51	-41 010	-267 306
Territoire palestinien occupé	8 393	13 012	55,04	4 502	7 535
Jordanie	444 822	357 580	-19,61	422 818	330 989
Yémen	384 362	208 144	-45,85	259 699	204 461
Sous-Total Autres	7 711 099	7 140 518	-7,40	2 270 051	2 236 099
Total Général	51 528 100	54 628 341	6,02	3 705 385	1 987 209
UMA/TOTAL	54,09	55,13		9,68	-28,86
CCG/TOTAL	30,95	31,80		29,05	16,34
AUTRES	14,96	13,07		61,26	112,52

► **COOPERATION FRANCO-ARABE**

► **FOCUS**

LIBYE

Plans d'action pour renforcer les relations commerciales franco-libyennes

Nicole Bricq a tenu une réunion de travail, le 12 janvier 2013, sur les relations commerciales franco-libyennes avec Nurideen Abdulhamid Dagman, ministre de la santé, Osam Abdurauf Siada, ministre des télécommunications, et Farid Gheblawi, vice-ministre des transports.

En présence de représentants d'entreprises françaises, les ministres ont convenu de renforcer leurs relations commerciales dans les familles prioritaires identifiées par Nicole Bricq notamment « mieux se soigner », « mieux communiquer », et « mieux vivre en ville ».

Afin d'amplifier et concrétiser ces relations, la ministre a proposé l'élaboration d'ici fin avril 2013, d'un plan d'action sur les secteurs ciblés. L'objectif est d'analyser avec précision la demande libyenne afin de disposer de l'offre française la plus adaptée. Nicole Bricq qui se rendra en Libye dans les prochains mois, accompagnée d'une délégation d'entreprises a par ailleurs annoncé : « Les entreprises françaises sont pleinement mobilisées et leur regroupement sous forme de « clusters » par famille m'apparaît être la démarche la plus adaptée. Dans ce pays comme dans d'autres, l'avenir est aux offres intégrées, clés en main. ».

EMIRATS ARABES UNIS

Abou Dhabi propose de prolonger une concession pétrolière onshore exploitée par Total. Abu Dhabi National Oil (ADNOC) a proposé de prolonger une concession portant sur certains de ses plus importants gisements pétroliers onshore exploitée par le groupe pétrolier français Total. La concession doit expirer en janvier 2014, mais ADNOC a proposé de la prolonger d'un an. Les Emirats arabes unis, qui produisent actuellement 2,6 millions de barils de pétrole brut par jour et font partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), prévoient d'augmenter leur capacité de production à 3,5 millions de barils par jour d'ici à 2017, contre une capacité actuelle estimée à environ 2,85 millions de barils par jour, par l'intermédiaire de concessions. Abou Dhabi abrite plus de 90% du brut des Emirats arabes unis, l'un des rares pays du Moyen-Orient à permettre à des entreprises étrangères de se livrer à des activités d'exploration ou de production pétrolière au sein de ses frontières. L'Etat du golfe possède quatre grandes concessions et pourrait autoriser d'autres groupes étrangers, y compris sud-coréens et chinois, à devenir des partenaires dans des gisements pétroliers moins importants.

Khalifa University signe un protocole d'accord avec Dassault Aviation. L'Université Khalifa aux Emirats arabes unis a annoncé la signature d'un important accord avec Dassault Aviation portant sur la coopération dans un vaste ensemble d'activités, de projets de recherche, de formation, de perfectionnement professionnel, d'assistance technique et de parrainage d'étudiants. La relation entre le groupe industriel français et l'université émiratie s'installe ainsi dans une perspective de longue durée. L'année dernière, Dassault

Aviation et ses partenaires ont accueillis dix jeunes ingénieurs émiriens en France.

Les Emirats Arabes Unis confirment leur intérêt pour l'avion de combat français Rafale. L'avion de combat de Dassault Aviation est remis en selle aux Emirats Arabes Unis. En visite aux Emirats Arabes Unis, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a confirmé que « Les négociations ont repris » entre les deux parties. Même son de cloche du côté des responsables des industries de la défense. Ainsi le président du Conseil des industries de défense françaises (CIDEF), Christian Mons, a confirmé que les choses progressent bien.

Arabtec, remporte le contrat pour la construction du musée du Louvre Abou Dhabi. Les travaux de ce projet, retardé à plusieurs reprises, va commencer immédiatement a annoncé l'émir d'Abou Dhabi qui a confirmé par ailleurs qu'il sera inauguré en 2015. La construction du Louvre s'inscrit dans le cadre d'un ambitieux projet d'Abou Dhabi pour la création d'un district culturel sur l'île de Saadiyat, au large de la capitale émiratie. Il comprend outre le musée du Louvre Abou Dhabi, un musée national et un musée Guggenheim Abou Dhabi. La construction de ces musées devait initialement être achevée entre 2013 et 2014, mais les autorités d'Abou Dhabi avaient confirmé l'an dernier un retard dans les travaux, sur fond de réévaluation des dépenses de l'Etat. Conçu par l'architecte français Jean Nouvel et inspiré par l'architecture traditionnelle arabe, ce "Louvre des sables" s'étendra sur une superficie de 64 000 mètres carrés et sera surmonté d'un dôme reprenant à l'infini le motif des feuilles de palmier qui s'entrecroisent, laissant passer la lumière. La France et les Emirats avaient signé en 2007 un accord sans précédent, pour trente ans et en contrepartie d'un milliard d'euros, portant sur la conception et la mise en oeuvre par la France du Louvre Abou Dhabi.

A l'initiative du Dr. Taufiq Bin Fozan Al Rabiah

Ministre saoudien du Commerce et d'Industrie

et de Mme Nicole Bricq

Ministre français du Commerce Extérieur

Le Forum d'Affaires Franco-Saoudien

aura lieu le 11 et 12 avril 2013 à

L'Hôtel Intercontinental Paris - Le Grand Hôtel

2, rue de scribe - 75009

Pour consulter le programme ou participer
à cette rencontre visitez le site :

<http://www.medefinternational.fr>



Offrez-vous les pages de notre Newsletter

N'hésitez pas, contactez-nous

Tél : 01 45 53 20 12 - e-mail: info@ccfranco-arabe.org

QATAR

Le Printemps, au bonheur des investisseurs qataris. Le Printemps a peut-être enfin trouvé son acheteur. En effet le milliardaire italien Maurizio Borletti, déjà actionnaire à hauteur de 30%, pourrait s'associer à des investisseurs non identifiés du Qatar pour racheter l'intégralité du Printemps. Une offre qui valoriserait l'enseigne entre 1,6 et 2 milliards d'euros. En décembre dernier, le vice-président du groupe immobilier chinois Wanda avait fait part de ses intentions d'achat, tandis que des rumeurs faisaient état d'une offre en préparation du groupe familial Galeries Lafayette.

Bouygues s'apprête à constituer une coentreprise avec l'émirat. Selon un porte-parole de Bouygues Construction, la filiale du groupe français à Qatar s'apprête à constituer une coentreprise détenue à 51 % par un partenaire local. Une stratégie qui va permettre au groupe français de se positionner en vue des nombreux projets que devrait lancer l'émirat pour préparer la Coupe du monde de football de 2022. En effet le Qatar doit d'ici peut lancer les travaux de construction de neuf stades, estimés, chacun, à 300 millions de dollars et rénover trois autres. Il doit en outre accélérer les travaux pour la construction de plusieurs hôtels et répondre ainsi au manque de chambres disponibles pour accueillir les visiteurs et les touristes pour assister à cet événement mondial. Ajoutant à cela les nombreux projets que l'émirat a décidé de mettre en chantier et qui se chiffrent en dizaines de milliards de dollars, comme la première phase du métro, la traversée de la baie de Doha par un tunnel débouchant sur une île artificielle, le nouveau port de la capitale au sud, deux villes nouvelles de plusieurs centaines de milliers d'habitants et leurs réseaux d'assainissement.

AIMM équipe les fauteuils high-tech du palais des congrès de Qatar. La société AIMM (Alliance Industrielle Métallurgique

de la Mayenne) spécialisée dans le découpage, l'emboutissage, la Tôlerie Fine et la soudure de métaux, a équipé de 8 000 fauteuils high-tech le Palais National des Congrès du Qatar. Ce complexe Qatari de 177 000 m2, est la plus grande cité des congrès du monde !

ARABIE SAOUDITE

L'usine de Vallourec en Arabie saoudite va pouvoir démarrer son activité. Le fabricant français de tubes sans soudure, Vallourec, a annoncé la qualification complète de sa nouvelle usine de finition en Arabie Saoudite, une opération qui lui permet de renforcer sa présence au Moyen-Orient, où se développent de nombreux projets pétroliers et gaziers qui requièrent ses solutions tubulaires. "Cet investissement va nous permettre d'accompagner nos clients locaux dans le développement de leurs projets gaziers, avec les produits premium les plus avancés et en leur offrant davantage de services, grâce à une flexibilité accrue et des délais de livraison plus courts", a souligné le directeur général des activités pétrole et gaz de Vallourec qui a précisé que la nouvelle usine de finition a d'ores et déjà reçu une commande d'environ 20.000 tonnes de connexions premium.

Orange Telecom cherche sa croissance à la Mecque. Présent dans 32 pays à travers le monde, l'opérateur de télécom français, Orange, entend s'appuyer sur cet avantage incontestable pour redéfinir sa nouvelle stratégie de développement à l'international. Il mise désormais des ces marchés juteux (Afrique, Amérique du Sud, Moyen-Orient) pour étendre son expansion. Dans ce contexte, l'Arabie Saoudite, qui veut ouvrir son marché à la concurrence devient un pilier de la nouvelle stratégie du groupe. La Mecque est le lieu de pèlerinage de 3 millions de croyants chaque année. Des musulmans font le déplacement depuis l'Egypte, le Maroc, la

FOCUS

L'UE veut sévir économiquement contre les colonies

Pour mettre fin à une pratique mensongère des colons israéliens, qui donnent à leurs produits le label « Made in Israël », les chefs de mission de l'UE à Jérusalem-Est et à Ramallah (Cisjordanie), préconisent dans un rapport aux 27 États membres de l'Union européenne, d'empêcher les transactions financières en faveur des colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, occupé et annexé, de les décourager et d'informer sur leurs conséquences problématiques, y compris en ce qui concerne les investissements étrangers directs, en faveur des activités, des infrastructures et des services dans les colonies. Ils appellent les 27 États membres de l'Union européenne à « assurer la stricte application de l'Accord d'association Israël-UE qui stipule que « les produits fabriqués dans les colonies ne bénéficient pas du traitement préférentiel prévu ». Ce rapport annuel qualifie la colonisation à Jérusalem-Est de « plus grande menace pour une solution à deux États », où le concept de « Jérusalem comme future capitale de deux États, Israël et la Palestine, deviendra quasiment impraticable », mettent en garde les chefs de cette mission.

ARAGO

BSA

Bin Shalib & Associates (BSA) LLP Advocates & Legal Consultants

Jafza

Jebel Ali Free Zone



ARAGO, BIN SHABIB & ASSOCIATES ET JAFZA (JEBEL ALI FREE)

vous invitent au Cercle de l'Union Interalliée
pour assister à la conférence :

« S'installer à Dubaï »

RSVP: rsvp@arago.fr
avant mardi 19 mars
2013

Mercredi 27 mars 2013
33 rue du Faubourg Saint
Honoré Paris 8^{ème}

code vestimentaire :
cravate/tenue de ville



Offrez-vous les pages de notre Newsletter

N'hésitez pas, contactez-nous

Tél : 01 45 53 20 12 - e-mail: info@ccfranco-arabe.org

Jordanie ou l'Irak, autant de pays dans lesquels Orange est déjà présent. Entrer dans ce marché lui permettrait d'accompagner ses clients dans leurs pérégrinations. Pour cela, Orange cherche à nouer des alliances et à louer des infrastructures aux acteurs locaux comme Mobily, Zain ou STC pour s'installer en tant qu'opérateur virtuel offrant la continuité des services à ses clients qui n'ont plus besoin de changer d'opérateur quand ils voyagent là-bas.

MAROC

Renault-Nissan : Excellent démarrage pour l'usine de Tanger. Inaugurée le 09 Février 2012, l'usine Renault-Nissan de Tanger a assuré la production de plus de 49.000 Lodgy et Dokker depuis l'ouverture de l'usine. 47.000 unités ont été exportées vers 23 destinations notamment la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Autriche, la Belgique, la Pologne, la Turquie, la Suisse. Avec une production en moyenne de 200 véhicules par jour en 2012, l'usine de Renault-Nissan est sur les bons rails. La première ligne de production de l'usine est totalement opérationnelle et les travaux de la deuxième ligne sont en cours. Cette deuxième tranche sera dédiée à la production d'un nouveau modèle Dacia. Elle renforcera la capacité de production de l'usine de Tanger pour atteindre les objectifs fixés. Renault a en effet investi 600 millions d'euros pour la construction du site de Tanger. À partir de 2014, 340.000 véhicules sortiront chaque année des chaînes de l'usine pour en faire la plus grande usine d'Afrique.

La conception du tramway de Batna confiée au français Systra. Le bureau d'études français Systra a obtenu le contrat d'étude

d'avant-projet détaillé, du suivi et du contrôle des travaux de réalisation de la première ligne du tramway de Batna pour près de 1,2 milliard de dinars (12 millions d'euros), a annoncé, ce mardi 26 février, l'Entreprise du métro d'Alger (EMA). Le contrat doit être validé par la commission des marchés publics spécialisée, avant d'être attribué définitivement à Systra. Le délai d'exécution de ce marché est fixé à 40 mois. L'Algérie a décidé de réaliser des tramways dans plusieurs wilayas du pays pour améliorer la qualité du transport urbain et réduire les embouteillages

EGYPTE

Petroplus: les Égyptiens renoncent. La société égyptienne Arabiyya Lel Istithmarat International renonce à son projet de reprise de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne. "Cette décision négative est motivée par la grande complexité de cette reprise dans le cadre de la phase judiciaire actuelle et du peu de temps qui lui est imparti - compte tenu de son entrée tardive dans le processus - pour en maîtriser les risques et présenter un projet industriel viable", ajoute le texte, diffusé par le représentant de la société, Michel Billard de la Motte. Le groupe proposait un plan de reprise complet de l'installation, qui concernait également une société de dépôts pétroliers en région parisienne. L'offre égyptienne avait été jugée comme la plus sérieuse pour reprendre le site qui emploie 470 personnes par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg début février.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

Nicole Bricq souhaite la colocalisation d'entreprises entre la France et le Maghreb



En visite à Marseille, à la fin du mois de janvier dernier pour assister à la mise en place de son dispositif destiné à internationaliser les entreprises françaises, Nicole Bricq, ministre française du Commerce extérieur, a souhaité le développement des colocalisations entre la France et le Maghreb dans un souci de partenariat gagnant/gagnant. « Je suis la ministre de la mondialisation. Il existe une différence entre entreprise exportatrice et internationalisation. L'internationalisation va plus loin ! C'est trouver des partenaires locaux, réaliser des coentreprises, réussir des localisations. Les entreprises françaises ne peuvent plus se contenter d'exporter. Elles doivent s'implanter à l'étranger, mais en colocalisation » avait déclaré Nicole Bricq. Selon elle, « la présence d'une entreprise française en partenariat industriel avec une entreprise locale dans le cadre d'une colocalisation ne nuit pas aux salariés de l'entreprise nationale. Il faut développer ce concept de colocalisation qui est l'avenir de nos territoires en France comme au Maroc, en Algérie et en Tunisie. »

De son côté, Michel Vauzelle, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, investi par le président français d'une mission de projets sur la Méditerranée, entre la France et le Maghreb, a déclaré : « il ne faut plus parler de politique de voisinage, mais de cohabitation... La jeunesse française d'origine maghrébine va être replacée au centre de la coopération franco-maghrébine et quitter cette position de marginalisation. »

A noter sur
vos agendas

la CCFA organise, à l'Institut du monde arabe - Salle du haut-conseil -
le vendredi 24 mai prochain de 8h30 à 13h, un colloque sur
« les enjeux économiques dans le monde arabe en transition »
en présence notamment de Jack LANG, Président de l'IMA

▶▶ **APPELS D'OFFRES**

▶ **OPPORTUNITÉS**

Le budget du royaume saoudien pour l'année en cours est de loin le plus important dans l'histoire du pays. A travers ce budget, le gouvernement veut aider les petites et moyennes entreprises et relancer l'entrepreneuriat privé.

Romah Company for commercial development est une société saoudienne spécialisée dans le marketing. Son travail est axé sur la recherche d'investissements à travers le système de franchise et l'introduction de sociétés étrangères sur le marché local avec le site web qu'elle a développé à cette fin. Les entreprises qui cherchent à entrer sur le marché saoudien peuvent contacter :

MR. Hamza Bin Hassan Al Juhani
P.O.Box : 12056
code postal : 11473
Site web : romah.com.sa
email: info@romah.com.sa

Jawell : Société Française positionnée sur le haut de gamme alimentaire souhaite entrer en contact avec des entreprises qui travaillent dans l'import export alimentaire pour commercialiser ses dattes et autres produits haut de gamme.

Contactez : **M. Badis Khenissa**
14 rue Francisco Ferrer 94200
Ivry/seineemail:
badis.khenissa@jawell-dates.com
Tél: +33(0)-1 46 71 64 34
Mob: +33(0)-6 48 18 96 10

ALGÉRIE

Appels d'offres pour la réalisation de 55 gares de péage en 2013. Selon le ministre algérien des Travaux publics, M. Amar Ghoul, les appels d'offres pour la réalisation de cinquante-cinq gares de péage, ainsi que 76 aires de repos et 22 centres d'entretien sur l'autoroute Est-Ouest seront lancés en 2013. Les 55 gares de péage seront placées au niveau des échangeurs, loin de l'axe routier de 2 à 3 km, et seront dotées de système d'alerte sécuritaire afin d'interdire le passage des véhicules transportant des produits dangereux ou illégaux. Les 42 stations de services programmées doivent être achevées avant la fin 2013. Le projet prévoit également 76 aires de repos. Par ailleurs, 22 centres d'entretien, de gestion et de sécurisation de l'autoroute seront réalisés. Cette autoroute sera complètement supervisée par un système de caméras sur tout l'axe autoroutier, qui sera également connecté aux données GPS.

Nouvelles zones industrielles : des appels d'offres en préparation. Des appels d'offres seront lancés prochainement par l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (Aniref) en vue de l'étude et de la réalisation de 42 nouvelles zones industrielles. Ces nouveaux parcs industriels modernes, dont le lancement a été décidé par le Conseil national de l'investissement (CNI), seront aménagés et gérés par l'Aniref à partir de 2014. Il s'agit de véritables pôles industriels performants, dotés de toutes les commodités et facilitations nécessaires aux investisseurs nationaux et étrangers, a expliqué M. Reddaj, responsable de la communication de l'Aniref.

SYRIE

La Direction générale des ports en Syrie lance un appel d'offres pour la fourniture de trois bateaux de patrouille selon les spécifications fournies dans les cahiers des charges. Caution de soumission : 150.000 livres syriennes, Caution de bonne fin 10% du montant total du contrat. Délai d'exécution du contrat : 8 mois à partir de la notification. Les cahiers des charges sont disponibles contre le paiement de 5 livres syriennes. Date limite de soumission : 23/03/2013. Pour plus d'informations contactez l'Ambassade syrienne à Paris

IRAK

La compagnie générale de chemins de fer en Irak lance un appel d'offres pour la fourniture de 37000 tonnes de fer de type 60E-1 et selon les cahiers de charges fournis pour cette demande. Ces cahiers de charges sont disponibles contre le paiement de 250.000 ID. La garantie de soumission est égale à 1% du contrat. Date limite de soumission : 20/3/2013. Pour plus d'information visitez le site : www.motrans.gov.ig ou contactez : tender@scr.gov.ig

Le département de distribution au ministère de l'Electricité invite les entreprises à participer à l'appel d'offres pour la fourniture de câbles électriques et leurs accessoires. Pour plus d'informations contactez le bureau commercial irakien à Paris :

- mottrade.paris@yahoo.com
- dg@moelec.gov.iq
commercial.dept.mgr@moelec.gov.iq

3^{ème} Rencontre entre investisseurs marocains et des pays du Golfe

Organisée par la Fédération des Chambres de commerce du Conseil Economique du Golfe en collaboration avec la Chambre de commerce de Tanger



6-8 Mai 2013 - Tanger-Maroc

Pour plus d'informations contactez
Bassel Awami
Tél: +966 38993749 - Fax: +966 38994638
email: awami82@gmail.com

▶ **FOIRES & SALONS**

TUNISIE

Le Parc des expositions du Kram à Tunis reçoit cette année plusieurs manifestations d'une grande notoriété à l'échelle nationale et internationale. ci-dessous quelques dates importantes à ne pas manquer

Sociétés des Foires Internationales de Tunis
Parc des Expositions et Centre de Commerce International
B.P. N° 1 - 2015 Le Kram - Tunisie
Tél: (+216) 71973111 Fax: (+216) 71971666
email: itf.com@fkram.tn

Salon National de l'Artisanat
du 15 au 24 Mars

Climexpo
du 10 au 13 Avril

1^{er} Salon de la cuisine
du 5 au 14 Avril

Plastic Expo
du 24 au 27 Avril

Pack print Tunisia
Salon International de l'Emballage et de l'Imprimerie
du 24 au 27 Avril

MAROC

WORLD INVESTMENT CONFERENCE NORTH AFRICA

La 1^{ère} édition de la World Investment Conference (WIC) North Africa, organisée en collaboration avec l'Agence marocaine de développement des investissements (AMDI), se déroulera du 20 au 22 mars 2013 à Marrakech

Cet événement d'envergure internationale réunira des chefs d'entreprise, des investisseurs nationaux et internationaux, des personnalités issues du monde économique et politique afin d'échanger et de débattre des opportunités d'investissements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

Le programme de cette édition adressera les thématiques qui sont au premier rang des préoccupations des investisseurs, des gouvernements et des communautés d'affaires d'Afrique du Nord pour les trois ans à venir, à savoir : la croissance, les contraintes, les opportunités et les plans d'actions.

**Pour plus d'informations visitez
le site internet de la WIC : www.worldinvestmentconferences.com**

**ARABIE
SAOUDITE**

**Les savoir-faire français
dans le nucléaire en Arabie Saoudite**

13 au 16 mai 2013 - Arabie saoudite, Riyad

Organisateur(s) : Service énergie - environnement - chimie - Site de Marseille

Contact : Emmanuel GALLAND Téléphone : +33 (0)4 96 17 25 34

Adresse : Espace Gaymard 2 Place d'Arvieux BP 60708 13572 MARSEILLE

L'Arabie saoudite a annoncé la construction de 16 réacteurs d'ici 2030, ce qui constitue l'un des principaux marchés mondiaux sur les 15 prochaines années. Les besoins sont considérables et touchent à l'ensemble de la filière: conseil, ingénierie, construction et génie civil, fourniture d'équipements, formation.

En outre, l'Arabie saoudite, nouvel entrant, ne dispose que peu de compétences locales et devra donc largement faire appel aux coopérations internationales. Pour autant, les autorités auront à cœur d'associer les entreprises saoudiennes aux projets nucléaires, afin d'augmenter progressivement la part locale, il convient donc pour les sociétés souhaitant prendre part au programme nucléaire saoudien de nouer des partenariats locaux afin de renforcer leurs chances de succès.

MONDE ARABE

FOCUS



**MANAMA CAPITALE
DU TOURISME
ARABE EN 2013**

Lors d'une cérémonie organisée, en présence du secrétaire général de la Ligue arabe M. Nabil El Arabi, de plusieurs ministres arabes du tourisme et de représentants d'organisations du tourisme arabes et internationales, la ville de Manama, capitale du Bahreïn, a été proclamée officiellement capitale du tourisme arabe 2013. A cette occasion, le vice-président du conseil des ministres bahreïni, Cheikh Ali Ben Khalifa Al Khalifa a déclaré que « le choix de Manama comme capitale du tourisme arabe 2013 couronne les efforts du gouvernement de son pays pour soutenir et encourager le secteur du tourisme qui est un miroir reflétant le degré de civilisation et le développement du peuple de Bahreïn ».

De son côté, Sheikha May bint Mohamed Al-Khalifa, ministre de la culture bahreïnie a soutenu que « le choix de Manama comme capitale du tourisme arabe renforcera le rang occupé de son pays comme carrefour des civilisations et des cultures dans la région ».

ARABIE SAOUDITE

102,9 Md\$ d'excédent budgétaire en 2012. Selon le ministère des Finances saoudien, l'excédent budgétaire du royaume en 2012 s'est élevé à 102,9 milliards de dollars, grâce notamment, à la hausse des recettes pétrolières. Pour l'année 2012, les recettes de l'État ont atteint 330,4 milliards de dollars alors que les dépenses ont été de 227,5 milliards de dollars. En 2011, le royaume avait déjà enregistré un impressionnant excédent budgétaire de 81,6 milliards de dollars, les recettes avaient atteint le double des prévisions, soit 296 milliards alors que les dépenses se sont élevées à 214,4 milliards. Par ailleurs, Le Conseil des ministres saoudiens a adopté son budget pour 2013. Pour les recettes, ce budget prévoit des entrées d'environ 221 milliards de dollars et les dépenses 218,7 milliards de dollars. Il s'agit du budget le plus important de l'histoire du royaume. Selon des chiffres officiels, près de 25 % des dépenses budgétaires seront consacrées au domaine de l'éducation.

IRAK

Découverte d'un important gisement pétrolier dans le Sud. Le ministère irakien du Pétrole a annoncé la découverte d'un important gisement pétrolier dans le sud du pays, dans la province de Missane. Cette découverte, près de la frontière avec l'Iran, augmente d'une manière significative les réserves pétrolières du pays estimées à 143,1 milliards de barils de pétrole et 3 200 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Les exportations de pétrole constituent une très large part des revenus pays et le gouvernement cherche à augmenter nettement la production et la vente dans les années à venir, pour financer la reconstruction du pays et de son économie dévastés par la guerre.

EYPTE

La croissance du PIB atteint 2,6 % au 1er trimestre 2012-2013. Selon la Banque centrale égyptienne, la croissance du PIB a atteint 2,6 % au premier trimestre 2012-2013 (juillet-septembre), contre 0,2 % sur la même période de l'année passée. Cette croissance a été tirée par la consommation (+2,3 %) et le solde des échanges extérieurs (+1,2 %). Les secteurs qui ont été les moins dynamiques sur cette période sont le raffinage d'hydrocarbures (-7,3 %), le canal de Suez (-3,4 %) et l'extrac-

tion de pétrole (-0,7 %). À l'inverse, les secteurs de la construction (+5,4 %), de la communication (+5,1 %), du commerce de gros et de détail (+3,8 %), du transport et stockage (+3,4 %), de la finance (+3,2 %) et de l'agriculture (+3 %) affichent de bons résultats. Le secteur du tourisme témoigne d'une amélioration de sa performance avec un taux de croissance de 0,6 % contre -10,4 % au premier trimestre de l'année passée.

Aide américaine de 250 M\$ à l'Égypte. En visite officielle dans la capitale égyptienne, le secrétaire d'Etat américain aux affaires étrangères, John Kerry, a annoncé que les Etats-Unis vont octroyer à l'Égypte une aide de 250 millions de dollars pour l'aider à surmonter la grave crise économique qu'elle traverse. Washington va apporter (une première tranche de) 190 millions de dollars sur les 450 millions en discussion avec le Congrès. Soixante millions supplémentaires sont prévus dans le cadre d'un fonds pour les entreprises.

QATAR

Le Qatar augmente sa part dans Tiffany. Le Comité de surveillance de la bourse américaine a annoncé que le fonds souverain « Qatar investment » a augmenté sa participation dans le joaillier américain Tiffany & Co. Le Qatar avait révélé en début 2012 détenir 5% du capital du joaillier, depuis il n'a cessé d'augmenter progressivement sa participation pour détenir actuellement près de 11,27%. « Qatar investment » devient ainsi le deuxième actionnaire de Tiffany dépassant le groupe d'investissement « Vanguard » qui détenait encore 5,75% au dernier pointage.

Nouvelles découvertes gazières. Le Qatar, qui détient les troisièmes réserves mondiales de gaz naturel, a découvert un gisement en mer contenant 2,5 trillions de pieds cubes dans le nord du pays, a rapporté lundi la presse. La découverte a été faite au niveau du Bloc 4-Nord, au large des côtes du petit émirat, à une profondeur d'environ 70 mètres, ont précisé les journaux, citant le ministre de l'Énergie Mohammed Al-Sada. Le ministre, cité par le quotidien anglophone The Peninsula, a souligné qu'il avait fallu "quatre années de prospection intensive" pour découvrir ce nouveau gisement, qu'il a qualifié de "découverte importante pour le Qatar".

Le nouveau gisement est exploité par la compagnie étatique Qatar petroleum ainsi que par les firmes allemande Wintershall et japonaise Mitsui. Le gisement de North Field au large duquel la découverte a été effectuée avait été découvert en 1971 et contient 900 trillions de pieds cubes de gaz naturel. Le Qatar, un petit

A noter sur
vos agendas

la CCFA organise, à l'Institut du monde arabe - Salle du haut-conseil -
le vendredi 24 mai prochain de 8h30 à 13h, un colloque sur
« les enjeux économiques dans le monde arabe en transition »
en présence notamment de Jack LANG, Président de l'IMA

pays du Golfe qui détient les troisièmes réserves mondiales de gaz naturel, a une capacité de production de GNL de 77 millions de tonnes par an.

MAROC

Une nouvelle stratégie énergétique. Selon le ministre marocain de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement, le Maroc serait en train de mettre en place une nouvelle stratégie pour améliorer l'efficacité énergétique du pays. Ce projet a pour ambition d'économiser chaque année entre 10 et 15 milliards de dirhams sur la facture énergétique estimée à 103 milliards pour l'année 2012. Tous les acteurs concernés seront mis à contribution dans la réflexion, la conception et l'exécution de cette stratégie ; bâtiment, transport, agriculture et industrie. La première phase sera consacrée à la présentation d'un état des lieux. La deuxième phase consistera à émettre des propositions et arrêter les orientations. La dernière phase sera la déclinaison de la stratégie chiffrée avec une hiérarchisation des priorités et des moyens pour leur mise en œuvre et le suivi des actions adoptées.

KOWEÏT

Le Koweït entend investir 100 milliards. Le Koweït prévoit d'investir 100 milliards de dollars dans les cinq prochaines années dans des projets pétroliers dans le pays et à l'étranger selon un haut responsable du secteur. "Quelque 100 milliards de dollars sont alloués à des projets pétroliers, dont 60% pour des projets en amont à l'intérieur et à l'extérieur du Koweït", a déclaré à la presse Farouk al-Zanki, directeur exécutif du conglomérat national, la Kuwait Petroleum Corp (KPC).

Dans une étude publiée à la fin de l'année dernière, Boston Consulting Group estime la croissance possible des fortunes privées au Moyen-Orient et en Afrique à 9,6 % par an et pourraient atteindre \$6.100 milliards en 2016.

FOCUS

EMIRATS ARABES UNIS

Les actifs des fonds souverains atteignent \$811,7 milliards

Le total des actifs sous gestion des fonds souverains des Emirats Arabes Unis (SWF) s'élevaient à \$811,7 milliards en septembre 2012, une hausse de \$28,7 milliards depuis mars de la même année. Les actifs de Mubadala Development Company d'Abou Dhabi ont augmenté de 78% en six mois seulement, passant de \$27,10 à \$48,2 milliards. Ceux de l'International Petroleum Investment Company ont augmenté de 12,5% passant de \$58 milliards à \$65,3 milliards pendant la même période, selon SWF Institute. Les chiffres globaux ne comprennent pas les actifs gérés par Emirates Investment Authority et Abu Dhabi Investment Council.

Cependant, Abu Dhabi Investment Authority (ADIA) a perdu la première place comme le plus riche SWF dans le monde, étant dépassée par le Fonds des pensions du gouvernement de la Norvège. SWF Institute estime le total des actifs gérés par le Fonds des pensions norvégien à \$656,2 milliards, tandis que les actifs d'ADIA s'élèvent à \$627 milliards.

Maroc : 717 millions d'euros d'IDE en 2012.

Alors que l'instabilité politique, pour ne pas dire l'insécurité tout court, menace l'économie de plusieurs pays sur les rives de la Méditerranée, le « business as usual » tourne à fond au royaume Chérifien qui a enregistré l'an dernier une hausse de 27 % des investissements directs étrangers. Mais, loin de se jeter comme jadis dans le secteur de l'immobilier ou l'industrie du tourisme qui restent les deux fondamentaux de l'économie du royaume, ces nouveaux investissements, dont une grande partie provient de France, irriguent désormais le secteur de l'industrie qui se développe à grande vitesse. Automobiles, aéronautiques, électronique, énergie renouvelable... Le Maroc s'affirme comme une plate forme industrielle compétitive avec une main d'œuvre qualifiée et des coûts de revient comparables à ceux des pays « low cost ». Résultat, la zone franche de Tanger est déjà pleine, et les autorités envisagent d'en créer une seconde : Automotive City, qui s'étendra sur 300 hectares.



Ce succès, le Maroc le doit à une stratégie pragmatique articulée essentiellement autour de deux axes : la mise en place d'un « pacte national pour l'émergence industrielle » qui définit les engagements des différents acteurs économiques, publics comme privés, et la promotion du Maroc comme plate forme industrielle auprès des groupes étrangers par une agence spécialisée.

Aujourd'hui, si les grandes entreprises françaises constituent le plus gros du tissu industriel marocain, les entreprises japonaises, chinoises, américaines et surtout européennes commencent à trouver leur place soit pour servir des entreprises déjà sur place ou pour alimenter des grandes usines en Europe et ailleurs.



Offrez-vous les pages de notre Newsletter

N'hésitez pas, contactez-nous

Tél : 01 45 53 20 12 - e-mail: info@ccfranco-arabe.org

La Chambre de commerce Franco-Arabe reçoit une délégation de Sharjah

En visite à Paris pour la promotion de Sharjah, le troisième grand émirat après Dubaï et Abu Dhabi, une délégation de Shurooq « l'Autorité de développement des investissements de Sharjah », composée de M. Marwan Jasim al Sarkal, président de l'Autorité, M. Mohamed Juma Al Musharrekh, directeur de la promotion des investissements et M. Saud Salim Al Mazroee, directeur commercial de la zone franche de Hamriya, a été reçue, le mardi 5 mars 2013, à la Chambre de commerce Franco-Arabe par M. Hervé de Charette et Dr. Saleh Al-Tayar, respectivement Président et Secrétaire général de la CCFA.



Sharjah s'étend sur 245 km², accueille à lui seul 36% de la population, concentre plus de 32% de l'industrie et contribue à 7,6% du PIB du pays.

Une rencontre à laquelle assistaient plusieurs membres du Conseil d'Administration et des cadres de la CCFA notamment M. Daniel Contenay et M. Henri Pomeranc, ou le directeur des relations extérieures, M. Eric Helard, le directeur exécutif, Mme Neirouz Fahed, ainsi que M. Dominique Brunin, directeur CCI France, Mme Stéphanie Tison, Club d'Appui Pays PMO et plusieurs chefs d'entreprises.

A cette occasion les membres de la délégation de « Shurooq » ont présenté les atouts de cet émirat peu connu dont le potentiel de développement et de croissance offre un climat favorable aux entreprises qui souhaitent étendre et développer leur expansion à l'international.

Prenant tour à tour la parole, les membres de la délégation de « Shurooq » ont présenté, durant deux heures, les secteurs clé de l'économie de Sharjah, soulignant que cet émirat dont les côtes sont balayées par deux mers, s'étend sur 245 km², accueille à lui seul 36% de la population, concentre plus de 32% de l'industrie et contribue à 7,6% du PIB du pays.

Ils ont rappelé que ce jeune émirat, plus connu pour la culture, les musées, et la sauvegarde des traditions, a investi au fil des années pour se doter d'une infrastructure moderne et créer un environnement propice aux affaires, transformant l'émirat de Sharjah en un hub industriel à la pointe des technologies modernes et une plaque tournante pour le commerce entre les trois continents ; Europe, Asie et Afrique. Mais Sharjah, gardienne des traditions, musée ouvert des arts et de la culture n'a pas oublié d'investir aussi pour renforcer ses atouts comme destination touristique en vogue, accueillant plus d'un million et demi de touristes par an, et pour améliorer la qualité et le cadre de vie de cet havre de paix et de tranquillité.

L'émirat est doté de trois ports importants à Khalid, Hamriya et Korfakhan, de deux zones franches à Hamriya et Saïf et d'un aéroport international desservant plus de 57 destinations et qui voit débarquer plus de 7 millions de voyageurs par an.

L'économie de l'émirat est variée avec, toutefois, une prépondérance pour l'industrie qui s'octroie à elle seule 19% des parts, suivi des services 17%, du commerce 13%, du BTP 8%, de la finance 7%... Pour attirer les investisseurs, Sharjah leur offre des avantages



convaincants ; pas d'impôts sur les sociétés ni sur le revenu, pas d'un minimum de capital exigé pour s'y installer et une totale liberté pour rapatrier les bénéficiaires.

Aujourd'hui l'économie de l'émirat est en plein développement portée par des secteurs clé comme le tourisme, le transport, l'énergie durable, les télécommunications, la santé, les loisirs et bien sûr

l'environnement et la qualité de vie. Dans tous ces secteurs les opportunités sont innombrables et le besoin est réel.

En effet, avec une des plus grandes usines de gestion des déchets dans le monde, Sharjah est sans doute un marché idéal pour les technologies innovantes, les services et les équipements pour la protection de l'environnement. Capitale de la culture et du loisir, avec pas moins de 20 musées, des dizaines de parcs d'attraction et des hôtels modernes, et héritier d'un patrimoine architectural et social qu'il entend sauvegarder, Sharjah investit dans le tourisme un secteur important qui est appelé à contribuer à hauteur de 6,4% dans la croissance de l'émirat. Enfin, dans le domaine de la santé et du transport la croissance attendue dans les cinq

l'économie de l'émirat est portée par des secteurs clé comme le tourisme, le transport, l'énergie durable, les télécommunications, la santé, les loisirs, l'environnement et la qualité de vie.

prochaines années avoisine les 7%.

Terminant leur présentation, les membres de la délégation ont souligné que les investissements pour s'installer à Sharjah sont de 35% moins chers dans l'émirat par rapport à d'autres places importantes dans la région.

Après cette présentation, fort intéressante, le secrétaire général de la Chambre de commerce franco-arabe, Dr. Saleh Al-Tayar, a regretté que la promotion de cet émirat ne soit pas plus appuyée. Il a estimé que Sharjah présente un réel intérêt pour les entreprises françaises qui souhaitent établir des partenariats avec des entreprises locales pour conquérir de nouveaux marchés. A cet égard, il a proposé d'organiser prochainement, avec le concours de « Shurooq », une journée porte ouverte pour promouvoir Sharjah auprès des entreprises françaises.

Répondant à une question soulevée par M. Contenay, sur le système bancaire adopté par l'émirat, le directeur de « Shurooq » a souligné que les deux systèmes bancaires, à savoir la finance islamique et la finance conventionnelle, sont pratiqués et que le client avait le libre choix entre les deux systèmes.

Prenant la parole, M. Dominique Brunin a présenté l'organisation de CCI France qui regroupe 2 millions d'entreprises. Par ailleurs il a demandé aux membres de la délégation de définir les vrais besoins de l'émirat pour « connaître les vrais PME-PMI » qui seraient intéressées de s'installer à Sharjah. Il a rappelé que la nouvelle stratégie des acteurs économiques français s'appuie désormais sur la colocalisation et le codéveloppement.

Terminant les travaux de cette rencontre, les membres de la délégation ont offert en signe de remerciements, des présents au président de la CCFR, M. Hervé de Charette, au Secrétaire général, Dr. Saleh Al-Tayar et au directeur exécutif, Mme Neirouz Fahed.

Pour recevoir ce Bulletin, veuillez remplir ce document et l'envoyer à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce Franco-Arabe
250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris

Mme M^{elle} M.

Société :
Prénom :
Nom :
Fonction :
Email :

Adresse :

Code postale :
Ville :
Pays :
Tél :